



Mody GUIRO

President

Président

Kwasi ADU-AMANKWAH

General Secretary

Secrétaire Général

Route Internationale d'Atakpamé

Centre FOPADESC Agoè – Nyivé

B.P. : 4401 - Tel.: 00228 22 25 07 10

Fax : 00228 22 25 61 13

LOME - TOGO

Email : info@ituc-africa.org

Web : www.ituc-africa.org

DECLARATION DE LA CSI-AFRIQUE A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DE LA JOURNEE INTERNATIONALE DE LA FIN DE L'IMPUNITE POUR LES CRIMES PERPETRES CONTRE LES JOURNALISTES

Mettre fin à l'impunité des crimes commis contre les journalistes et les travailleurs de médias : mener des enquêtes, engager des poursuites et prendre des sanctions contre les auteurs.

La CSI-Afrique se joint aux journalistes africains, aux travailleurs de médias et leurs homologues à travers le monde et la communauté internationale pour commémorer la journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes.

C'est une vérité indéniable que l'information est nécessaire et indispensable pour que les peuples et leurs communautés puissent prendre de meilleures décisions sur des questions économiques, sociales et politiques qui concernent leur vie. C'est pourquoi l'accès à une information fiable et de qualité reste la pierre angulaire de la démocratie, de la gouvernance efficace et de la construction de la nation.

Cependant, les journalistes et les travailleurs des médias rendent ce service parfois au prix de sacrifice extrême que nous jugeons préoccupant et intolérable. A titre d'exemple, il ressort qu'en 2015, l'UNESCO a dénoncé 115 assassinats des journalistes, des travailleurs de médias et des amateurs du journalisme axé sur les réseaux sociaux visant à informer les citoyens. A cela s'ajoute le fait que les attaques non fatales tout aussi troublantes, telles que les tortures, les disparitions forcées, les arrestations arbitraires, les intimidations et les harcèlements en temps de conflit comme en temps de paix ne diminuent pas.

En Afrique le journalisme est encore une profession et un métier dangereux. La presse libre et indépendante est à peine tolérée. Selon le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), l'Afrique reste encore un continent dangereux pour la pratique du journalisme. En Libye, en Guinée et en Somalie, cette année, des journalistes et des travailleurs de médias ont été tués.

Malheureusement les poursuites engagées contre les auteurs de ces tueries n'aboutissent pas. Il est inacceptable que seuls moins de 10% des auteurs de ces crimes contre les journalistes et les travailleurs des médias ont été condamnés. Voilà pourquoi les auteurs sont enhardis et le règne de l'impunité persiste.

Cette situation entame la confiance de la société vis-à-vis de son système judiciaire qui est censé la protéger. Cela amène les citoyens à suspecter le gouvernement d'être complice et entame davantage leur confiance, et tout cela constitue une menace à l'état de droit.

La CSI-Afrique condamne ces attaques et cette violence contre les journalistes et les travailleurs de médias.

Nous appelons les gouvernements africains à prendre des mesures efficaces pour empêcher la violence contre les journalistes et les travailleurs de médias. Les gouvernements doivent créer un environnement propice et sûr pouvant permettre aux journalistes d'exercer leurs fonctions sans ingérence.

Par ailleurs, la CSI-Afrique exhorte les gouvernements à veiller consciencieusement à ce que les auteurs des crimes perpétrés contre les journalistes et les travailleurs de médias rendent compte de leurs actes et soient jugés.

Les gouvernements doivent continuer à démontrer en théorie et en pratique que l'égalité devant la loi est immuable.

Fait à Lomé, le 2 novembre 2016

Kwasi Adu-Amankwah

Secrétaire Général, CSI-Afrique